



**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**C.C.A.P. N°26004 du 28/01/2026**

CNRS - Délégation Ile de France Gif sur Yvette  
Avenue de la Terrasse  
91190 Gif sur Yvette

**Objet de la procédure : Maintenance et exploitation des installations de production d'eau purifiée du C2N du CNRS**

Acheteur : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Le Délégué régional pour la Délégation Ile de France Gif sur Yvette - avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette (Siret : 180089013-00635).

Prescripteur du besoin:

**Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies (C2N)  
10, Boulevard Thomas Gobert  
91120 PALAISEAU**

## Table des matières

<b>Lexique.....</b>	<b>5</b>
<b>1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES .....</b>	<b>6</b>
<b>3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>4. DURÉE DU MARCHÉ – DELAI D’EXECUTION DU MARCHÉ – .....</b>	<b>8</b>
4.1. Durée globale du marché.....	8
<b>5. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>8</b>
<b>6. ASSURANCES.....</b>	<b>10</b>
<b>7. PRIX.....</b>	<b>10</b>
7.1 Nature du prix .....	10
7.2 Révision de prix .....	10
7.3 Contenu du prix.....	11
7.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	11
<b>8. MODALITES DE PAIEMENT.....</b>	<b>12</b>
8.1 Avance.....	12
8.2. Echancier de paiement .....	12
8.3. Formalisation des demandes de paiement.....	12
8.4. Modalités de paiement.....	13
8.5 Délais de paiement .....	14
8.6. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	14
<b>9. MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>14</b>
9.1 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques.....	14
9.2. Les intervenants du marché .....	15
9.3 Procès-verbal contradictoire.....	15
9.4. Maintenance Préventive .....	15
9.5 Maintenance Corrective.....	16
9.6 Rapports d’intervention (maintenance préventive et corrective) .....	16
9.7 Stockage, Emballage et Transport .....	16
9.8 Lieu d’exécution des prestations .....	16
9.8 Organisation pour l’évacuation de tous types d’emballages des fournitures.....	16
9.9 Prolongation du délai d’exécution.....	17

<b>10. CLAUSE SOCIALE .....</b>	<b>17</b>
<b>11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>17</b>
<b>12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>17</b>
12.1 Opérations de vérifications.....	17
12.2 Déroulement des opérations de vérification.....	17
12.3 Décision après vérification.....	17
<b>13. MODIFICATIONS DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION.....</b>	<b>18</b>
13.1 Modifications techniques mineures .....	18
13.2 Modifications relatives au titulaire du marché.....	18
13.3 Modifications mineures .....	18
13.4 Modifications majeures .....	18
<b>14. PENALITES.....</b>	<b>18</b>
<b>15. RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>19</b>
15.1 Résiliation pour faute du titulaire.....	19
<b>16. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE .....</b>	<b>20</b>
16.1 Obligations de conseil .....	20
16.2 Obligation du titulaire.....	20
16.3 Respect des dispositions du code du travail .....	21
16.4. Documents à fournir en cours d'exécution .....	21
<b>17. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>21</b>
17.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR) .....	21
17.2 Mesures de sécurité .....	22
17.3 Certification et sécurité des personnels.....	22
17.4 Mesures de portée générale.....	23
<b>18. RESPONSABILITE .....</b>	<b>23</b>
<b>19. GARANTIES FINANCIERES.....</b>	<b>24</b>
<b>20. STIPULATION PARTICULIERE .....</b>	<b>24</b>
<b>21. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>24</b>
<b>22. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE .....</b>	<b>24</b>
22.1 Règlement amiable .....	24
22.2 Procédure contentieuse.....	24
<b>23. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS .....</b>	<b>24</b>
<b>24. DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>24</b>

24.1 Cession du marché.....	24
24.2. Droit applicable.....	25
24.3 Cession et nantissement.....	25
<b>25. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>25</b>

## Lexique

« **CNRS** » : désigne le Centre National de la Recherche Scientifique agissant en qualité de Bénéficiaire des prestations.

« **Titulaire** » : la ou les personnes co-contractantes désignées dans l'acte d'engagement du présent marché.

« **Acheteur** » : désigne le Délégué Régional. Il est le donneur d'ordre du marché pour le compte duquel le marché est exécuté. Il est responsable de la passation et du suivi d'exécution du Marché.

« **Ordonnateur** » : désigne le Délégué régional chargé de prescrire l'exécution des dépenses.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans le présent marché.

« **CCTP** » : désigne le cahier des clauses techniques particulières. Ce sont les stipulations qui donnent une description précise des prestations à réaliser.

« **Prestation** » : désigne l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

« **CCAG** » : Cahier des clauses administratives générales, désigne des documents types fixant les dispositions applicables à une catégorie de marché.

« **C2N** » : désigne le Laboratoire Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies

## ***1. OBJET ET FORME DU MARCHE***

Le présent marché a pour objet : Maintenance et exploitation des installations de production d'eau purifiée du C2N du CNRS

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations à réaliser et décrites dans les documents contractuels du marché.

Les prestations comprennent à minima :

### **La maintenance préventive par an qui comprend :**

- La maintenance préventive systématique
- La maintenance préventive conditionnelle
- Les comptes-rendus

### **La maintenance corrective qui comprend :**

- Les visites illimitées
- La maintenance palliative
- La maintenance curative
- Les comptes-rendus

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## ***2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES***

La procédure de passation du marché est soumise aux dispositions du code de la commande publique.

Elle est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et 1° de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au marché est celui relatif aux marchés public de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021, sauf pour les stipulations auxquelles le présent CCAP déroge.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG/FCS est réputé être parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur. Le CCAG/FCS est consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

### **3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE**

Conformément à l'article 4 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont les suivantes, dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P n° 25004 du 28/01/2026
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes 1,2,3 et 4.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au marché est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021

L'offre du titulaire constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous :

- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Tout document joint en complément du cadre de réponse technique dont la liste exhaustive est fournie par le Titulaire au point 3 du CRT
- La liste des pièces détachées disponibles en stock pour assurer la maintenance des installations de production d'eau purifiée.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

**Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.**

**Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.**

Les originaux des documents listés ci-dessus sont conservés par l'acheteur et font seul foi en cas de litiges ou de contestations.

Ces documents constituent l'intégralité du marché et les obligations de l'acheteur et du Titulaire.

#### **Notification :**

Par dérogation à l'article 4.2.1, la notification du marché consiste en la remise d'une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement signé par l'acheteur. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plate-forme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat : PLACE.

Du fait de l'apposition de la signature de l'acheteur sur l'acte d'engagement, les pièces mentionnées au présent article 3 deviennent contractuelles.

#### **Pièces à remettre au titulaire :**

L'acheteur remet au titulaire, sur demande écrite du titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **4. DURÉE DU MARCHÉ – DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ –**

### **4.1. Durée globale du marché**

Le présent marché prend effet à compter du 1er avril 2026 ou, à défaut, à compter du premier jour du mois suivant la date de sa notification. Il est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois. Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois, par périodes successives de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

### **4.2. Reconduction du marché**

Le marché est renouvelable tacitement tous les ans sans que sa durée totale n'excède 4 ans à compter du premier jour du mois suivant sa notification.

### **4.3. Délai d'intervention**

#### **Interventions urgentes :**

Les interventions d'urgence sur site devront avoir lieu dans un délai inférieur à 4h et la mise en place d'une solution provisoire 24h après le signalement de l'incident suite à un appel téléphonique et confirmé par mail.

#### **Intervention de maintenance corrective :**

Les interventions de maintenance corrective sur site devront avoir lieu dans un délai inférieur à 24h après le signalement de l'incident suite à un appel téléphonique et confirmé par mail.

## **5. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

### **5.1 Obligation de confidentialité**

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, les prestations, objet du présent marché, procurent par nature au titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement interne du C2N, de ses partenaires industriels et commerciaux (fournisseurs) et de l'objet de ses recherches expérimentales.

L'engagement de confidentialité du Titulaire prend fin 10 ans après la date de signature du présent marché. Le Titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée du marché et notamment en cas de résiliation.

### **5.2 Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/FCS, chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celles-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

Certaines données transmises par l'acheteur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.



L'acheteur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le marché et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables

## 6. ASSURANCES

En complément de l'article 9 du CCAG/FCS :

- le Titulaire doit souscrire, tout au long de la durée de du marché auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances, l'ensemble des polices d'assurances exigées au titre de l'exécution des obligations qui lui incombent en application du marché et visant notamment à garantir la couverture des risques inhérents aux prestations qui lui sont confiées ;
- au cours de l'exécution du marché, en cas de renouvellement ou de modification de la police d'assurance, le Titulaire doit présenter à l'acheteur (ou sur demande de celui-ci) une attestation d'assurance actualisée, par voie électronique dans les quinze jours suivant le renouvellement ou la modification. Le niveau minimum de garantie, mentionné ci-dessous, doit être maintenu.

La police d'assurance souscrite par le Titulaire doit garantir au minimum les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le Titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis du CNRS et des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réalisation des prestations objet de l'accord cadre.

## 7. PRIX

### 7.1 Nature du prix

Le prix est ferme la 1<sup>ère</sup> année.

### 7.2 Révision de prix

A partir de la deuxième année, les prix sont révisables. Le titulaire transmet à l'acheteur le nouvel indice calculé selon la formule paramétrique du marché au moins 30 jours ouvrables avant la date du marché pour acceptation par l'acheteur.

#### Mois d'établissement des prix

Les prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire sont réputés établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres (mois de mars 2026). Ce mois est appelé " Mois Zéro - Mo".

#### Variation dans les prix

En cas de modification de la réglementation applicable aux variations des indices, il est fait usage de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations. La modification sera alors formalisée entre le titulaire et le CNRS.

## Formules de révision

$$P' = P * [(0,1) + (0,6 \times ICHTIME / ICHTIMEo) + (0,3 \times FSD1 / FSD1o)]$$

### Dans laquelle :

P	= Prix hors TVA en valeur du mois de remise des offres soit mars 2026.
P'	= Prix révisé hors TVA
ICHTIME	= Sa valeur sera celle du dernier index connu, lors du mois précédent la révision annuelle du marché.
ICHTIMEo	= Sa valeur sera celle de mars 2026, date de réception des offres.
FSD1	= Sa valeur sera celle du dernier index connu, lors du mois précédent la révision annuelle du marché.
FSD1o	= Sa valeur sera celle de mars 2026, date de réception des offres.

Ces indices sont consultables sur le site de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). S'ils ne sont plus publiés, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se mettent d'accord, par avenant, sur un indice de remplacement équivalent et sur un coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Le prix révisé obtenu par cette formule est arrondi au millième supérieur.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/frais-et-services-divers-modele-de-reference-n01-fsd1>

## 7.3 Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS Le prix du marché sur lequel s'engage le Titulaire comprend tous les frais nécessaires à la bonne exécution de l'ensemble des prestations du marché ainsi que tous les autres frais pouvant être engagés ou supportés par le Titulaire, notamment :

- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les coûts et risques liés au transport des pièces
- Les frais de conditionnement, stockage, emballage,
- Les frais et primes d'assurances pour couvrir les risques liés à l'exécution du marché
- Les frais d'envoi des documentations techniques ;
- Les frais de manutention, de transport et d'envoi qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations ;
- Les coûts induits par la fourniture de la garantie de tous les composants du marché ;
- Toutes autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations (y compris les frais de déplacement notamment lors de la mise en œuvre de la garantie).

Pour toutes les réunions spécifiées dans le CCTP, les frais de transport, d'hébergement et de repas sont à la charge de la partie effectuant le déplacement. Pour le Titulaire, ces coûts sont inclus dans son offre financière.

## 7.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application de la TVA intracommunautaire.

## **8. MODALITES DE PAIEMENT**

### **8.1 Avance**

Conformément à l'article B.11.1 du CCAG/FCS, une avance pourra être versée au titulaire, sauf renoncement expresse de celui-ci dans l'acte d'engagement du marché (ATTR11), dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois, conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-5 du code de la commande publique.

L'avance n'est pas soumise à la variation de prix.

#### **8.1.1 Montant de l'avance**

---

Conformément à l'article B.11.1 du CCAG/FCS, le taux de l'avance correspond au taux minimum prévus à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique. Une avance de 5% du montant du marché est accordée au Titulaire.

Pour les PME, le taux de l'avance applicable est de 10% du montant du marché.

L'avance est mandatée sans formalités dans le délai d'un mois suivant la notification du marché.

#### **8.1.2 Modalités de résorption de l'avance**

---

Conformément à l'article B.11.1 du CCAG/FCS et au décret N°2024-1251 du 30.12.2024 relatif aux avances dans les marchés publics, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché, et prend fin au plus tard lorsque que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint cent pour cent (100 %) du montant du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire selon l'échéancier de paiement propre du marché et décrit à l'article ci-dessous du présent document.

### **8.2. Echéancier de paiement**

Conformément à l'article 11.2 du CCAG/FCS, les paiements sont réalisés par virement administratif, à terme à échoir, sur présentation des factures émises par le Titulaire, sur la base de 3/12<sup>ème</sup> du montant annuel du marché. Le 1er paiement intervient à la notification du marché au titulaire. Par la suite, les paiements suivants interviennent tous les 3 mois.

### **8.3. Formalisation des demandes de paiement**

Les stipulations du présent article sont conformes à l'article 11.8 du CCAG/FCS sur la facturation électronique.

Les factures sont établies et payées en "euros". Le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Au choix du Titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

L'adresse de facturation :

**CNRS / SCD** (service central de la dépense)  
**TSA N° 31001**  
 2 rue Jean Zay  
 54519 VANDOEUVRE LES NANCY cedex

Dispositions applicables au titulaire étranger : si le titulaire est établi dans un autre pays de la communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture des prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Conformément à l'article D2192-2 du Code de la commande publique, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures doivent être rédigées en langue française et comporter les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation du CNRS en tant que destinataire de la facture : indiquer « CNRS » (**SIRET n°18008901303720**) ;
- la désignation du Titulaire émetteur de la facture avec son numéro SIRET (à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD);
- l'objet du marché et le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché
- le numéro d'engagement comptable communiqué lors de la notification du marché
- **le code service de l'entité CNRS facturée** (UMR 9001) ;
- la date d'exécution des prestations réalisées ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées;
- le montant total de la facture

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, si la facture n'est pas conforme aux conditions du présent document, **elle est rejetée par l'acheteur**. Le titulaire du marché renvoie une nouvelle facture conforme.

#### 8.4. Modalités de paiement

Les modalités de paiement applicables au présent marché résultent des dispositions des articles L2192-10, L2192-12 à L2192-14 et R.2192-10 et R.2192-12 à R2192-15 du Code de la commande publique ainsi qu'aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

**Monsieur le Délégué Régional par intérim CNRS Ile de France Gif sur Yvette.**  
**Avenue de la Terrasse**  
**91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

Le comptable assignataire de la dépense est :

**L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation CNRS Ile de France Gif sur Yvette**  
**Avenue de la Terrasse**  
**91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

## 8.5 Délais de paiement

Les paiements des prestations réalisées sont réglés dans un délai global de paiement de 30 jours calendaires maximum à compter de la réception par le CNRS de la facture correspondante à la prestation réalisée.

La date de réception par le CNRS de la demande de paiement transmise sur le portail Chorus Pro correspond :

- lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au CNRS du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Le délai de paiement peut être suspendu par le CNRS s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au Titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

Le comptable assignataire est celui qui est désigné dans l'acte d'engagement.

## 8.6. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

# **9. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

## 9.1 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques

Les échanges d'informations entre l'acheteur et le Titulaire sont formulées par **voie électronique**, sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

A compter de la notification du marché, l'acheteur et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à ce marché. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ainsi que les formats imposés et mentionnés dans le CCTP.

Le destinataire d'un courrier électronique doit accuser de sa réception à l'expéditeur, par retour de courrier électronique dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées suivant la réception du courrier électronique.

Si le courrier électronique est adressé par l'expéditeur après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, le courrier électronique est réputé avoir été reçu à la date d'envoi majoré de soixante-douze (72) heures ouvrées.

Après notification du marché, pour les correspondances écrites et les réunions relatives au marché, les langues autorisées sont le français ou l'anglais à la demande du laboratoire. Un traducteur peut être nommé par le titulaire du marché si nécessaire.

## 9.2. Les intervenants du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire désigne nommément, dès la notification du marché, les personnes responsables du suivi d'exécution pendant toute la durée du marché, il transmet leurs coordonnées à l'acheteur par courriel aux adresses qui lui seront communiquées après notification du marché.

Si cette personne désignée nommément par le titulaire n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Le titulaire désigne un remplaçant disposant des compétences équivalentes à l'acheteur par courrier électronique, dans un délai de 30 jours avant la prise d'effet de ce changement.

Après notification du marché au Titulaire, l'acheteur désigne également la ou les personnes chargées du suivi de l'exécution du marché et en informe le Titulaire. Le Titulaire est alerté, par messagerie électronique, de tout changement.

## 9.3 Procès-verbal contradictoire

A la notification, le titulaire réalise un procès-verbal contradictoire des installations dont le périmètre est décrit en annexe 1. Il est alors attendu du titulaire qu'il repère et visite les installations, pointe les équipements observés ou manquants.

## 9.4. Maintenance Préventive

Définie par la norme NF EN 13306 et la norme FDX 60-000, la maintenance préventive (réglementaire et non réglementaire) est effectuée, selon des critères prédéterminés, dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou d'équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

Les interventions qui en découlent peuvent être déclenchées de manière systématique ou conditionnelle dont les modalités sont fixées dans les articles 3.4.2.1 et 3.4.2.2 du CCTP.

### 9.5 Maintenance Corrective

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation. Le nombre de visites nécessaires à la maintenance corrective est illimité.

### 9.6 Rapports d'intervention (maintenance préventive et corrective)

Chaque intervention (préventive et corrective) devra faire l'objet d'un rapport d'intervention conformément à l'article V.1.3 du CCTP. Celui-ci précisera la référence du matériel, la date, l'heure d'arrivée et de départ ainsi que le bilan de l'intervention. Ce rapport sera remis en fin d'intervention et signé par le Titulaire et un représentant du Laboratoire dûment habilité. Celui-ci sera remis sous format électronique.

### 9.7 Stockage, Emballage et Transport

Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS, le stockage éventuel, l'emballage et le transport sont sous la responsabilité et à la charge du titulaire qui en assume les risques jusqu'au lieu de livraison.

Les frais de conditionnement, stockage éventuel, emballage, assurance et transport; sont à la charge et sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison (Incoterms DDP-ville où se trouve du titulaire).

Conformément à l'article 20.2 du CCAG/FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et aux modalités de transport par voie aérienne, maritime ou routier. Il appartient au titulaire d'emballer le matériel de manière sécurisée, de façon à ce qu'il ne subisse pas de dommages lors du transport, et de manière à ce que l'emballage ait un impact minime sur l'environnement.

### 9.8 Lieu d'exécution des prestations

Le titulaire doit connaître l'emplacement où seront exécutées les prestations, avoir estimé toutes les difficultés découlant des lieux, de leurs abords et de l'usage qui en est. Le titulaire est informé que l'accès au site se fait en respectant les procédures d'accès et de sécurité.

Les prestations à exécuter selon les exigences du CCTP à l'adresse suivante :

C2N  
10, Boulevard Thomas Gobert  
91120 PALAISEAU

Les prestations sont constatées après chaque intervention (préventive et corrective) et après remise d'un rapport d'intervention.

### 9.8 Organisation pour l'évacuation de tous types d'emballages des fournitures

Conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire doit laisser le lieu d'installation propre et libre de tous types d'emballages au fur et à mesure du déballage et de l'installation des fournitures dans les locaux du laboratoire C2N de façon à ce que les locaux ne soient pas encombrés et restent libre d'accès.

En cas de non-respect de ces exigences, des pénalités s'appliquent conformément à l'article 14 du présent CCAP.



## 9.9 Prolongation du délai d'exécution

L'article 13.3 du CCAG/FCS s'applique.

Conformément à l'article L.2711-7 du Code de la commande publique, cette demande peut également intervenir en cas d'impossibilité pour le Titulaire de respecter les délais d'exécution du marché en raison de l'interruption temporaire de son activité imposée par une mesure émanant des autorités publiques du/des pays dans lequel(s) sont réalisés les éléments et ceci en réponse notamment à une crise sanitaire majeure. Les délais d'exécution sont alors prolongés d'une durée égale à l'interruption. Cette disposition s'applique sous réserve qu'il y ait eu entrave effective, et que le Titulaire ait signalé les faits par écrits sous un délai d'une semaine à compter de la décision de confinement.

## **10. CLAUSE SOCIALE**

Sans objet

## **11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Toute documentation est fournie sur support électronique selon les modalités indiquées à l'article 9.1 du présent CCAP.

## **12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### 12.1 Opérations de vérifications

Le déroulement des opérations de vérification sont effectuées par le laboratoire C2N dans les conditions de l'article 28.2 et 28.3 du CCAG/FCS.

Le délai imparti pour procéder aux opérations de vérifications et notifier sa décision conformément à l'article 28.2 du CCAG/FCS est de 15 jours.

### 12.2 Déroulement des opérations de vérification

L'article 28.2 et 29 du CCAG/FCS s'applique.

### 12.3 Décision après vérification

Le laboratoire effectue les opérations de vérification.

Les opérations de vérifications ont pour but de constater la conformité des prestations fournies par l'entreprise titulaire aux spécifications du présent marché. Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées dans le respect des engagements prévues dans le marché.

Au terme de la phase des opérations de vérification par le C2N, l'acheteur notifie au titulaire par tous les moyens écrits sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément à l'article 30 du CCAG/FCS.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision au terme des délais de vérification, les fournitures sont réputées reçues et conformes aux exigences du marché, sans qu'aucune formalité particulière ne soit nécessaire.

## **13. MODIFICATIONS DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION**

### **13.1 Modifications techniques mineures**

Des modifications techniques mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution du marché.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

### **13.2 Modifications relatives au titulaire du marché**

Toute modification affectant le Titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de l'acheteur par voie électronique.

Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### **13.3 Modifications mineures**

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession du marché ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire ;

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de l'acheteur par écrit. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation du marché par l'acheteur et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

### **13.4 Modifications majeures**

Le Titulaire doit informer l'acheteur par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession du marché.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations. Les situations entraînant une cession de marché et les conditions de son acceptation sont fixées à l'article 26.1 du présent document.

## **14. PENALITES**

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai

ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable alors les pénalités de retard s'appliquent.

Le montant des pénalités de retard d'exécution ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont calculées de la façon suivante :

Par dérogation à l'article 14.1.1. les pénalités sont calculées de la façon suivante :

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité appliquée
Non-respect des délais d'exécution relatif au délai de la maintenance corrective prévus à l'article 3.4.3 du CCTP.	300 euros par jour de retard
Non-respect des délais d'interventions urgentes prévus à l'article 3.3.1 du CCTP.	250 euros par heure de retard
Non-respect des délais de remise des documents de maintenance à la restitution des installations en fin de marché prévus à l'article 2.4 du CCTP.	300 euros par jour de retard

Les jours de retard s'entendent calendaires.

Les pénalités sont libératoires, interdisant à l'acheteur de réclamer toute indemnité supplémentaire au titre des préjudices qu'elles couvrent.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant restant dû par l'acheteur ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

## ***15. RESILIATION DU MARCHE***

Le chapitre 7 du CCAG/FCS s'applique (article 38 à 45 du CCAG/FCS).

### **15.1 Résiliation pour faute du titulaire**

L'article 41 du CCAG/FCS s'applique.

Une mise en demeure est préalablement notifiée au Titulaire.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le Titulaire :

- des motifs de la mise en demeure,
- du délai pour remédier à la situation et pour présenter ses observations,
- de la sanction encourue.

Le Titulaire ne peut prétendre au versement d'une quelconque indemnité pour réparer le préjudice qui résulterait pour lui de la résiliation pour faute. Il ne se verra notamment pas indemnisé de son manque à gagner afférent au marché résilié, ni de tous les frais engagés par lui antérieurement à la résiliation en vue de la réalisation des prestations afférentes au marché résilié.

## **16. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE**

### **16.1 Obligations de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'acheteur.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement l'acheteur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission. Ces échanges doivent être contractualisés par écrit entre les deux parties.

### **16.2 Obligation du titulaire**

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements décrits dans les documents contractuels du marché. Il se doit de réaliser les prestations du marché conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de la profession.

Si le Titulaire ne respecte pas ces obligations, il peut se voir opposer la résiliation pour faute du marché.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat s'agissant notamment du respect des engagements et des délais fixés par le marché.

Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations demandées et apprécie sous sa responsabilité les informations, notamment techniques dont il a besoin de disposer pour assurer la bonne exécution des prestations objets du marché.

Notamment :

- Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations qui lui sont confiées dans les conditions des documents contractuels listés dans le marché et conformément aux exigences de l'acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de manière professionnelle et avec tout le soin requis et, en particulier à se conformer aux documents contractuels et aux règles de l'art applicables à son activité professionnelle, pour le type de prestations effectuées et aux éventuelles spécifications communiquées par l'acheteur ;
- Le Titulaire est responsable des fautes que son personnel pourrait être amené à commettre dans l'exécution des prestations ;
- Le Titulaire assume la responsabilité des méthodes et procédés de la qualité, du suivi et de l'encadrement de son propre personnel et de l'organisation pratique des prestations ;
- Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur, dans les plus brefs délais, de toute difficulté, au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché ;
- Le Titulaire contrôle tous les documents ou informations qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'engage à mettre en garde l'acheteur sur toute anomalie ou omission relevée.

### 16.3 Respect des dispositions du code du travail

En apposant sa signature au bas du marché, le titulaire ou son représentant habilité affirme, sous peine de résiliation de plein droit dudit marché, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatif notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité,
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

L'acheteur s'autorise, à tout moment, à prendre toutes mesures destinées à vérifier la légalité de la situation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants à cet égard.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable, ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité devra être signalée à l'acheteur.

### 16.4. Documents à fournir en cours d'exécution

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
  - Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
    - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
    - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- En outre, le Titulaire doit présenter chaque année une nouvelle attestation d'assurance couvrant l'année en cours et l'adresser à l'acheteur par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification du marché.

## ***17. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHE***

### 17.1 Clause particulière pour les sites sont classés en Zone à Régime Restrictif (ZRR)

Certaines zones des unités sont des ZRR (zone à régime restrictif) et leur accès pour les visiteurs est réglementé avec des conditions particulières pour accéder au site. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ces conditions.

Seul, le personnel intervenant dans les zones ZRR des unités doit être préalablement autorisé à accéder aux zones protégées. L'instruction d'un dossier de demande d'autorisation, pour les cas les plus complexes, est estimée à 10 semaines.

## 17.2 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal citées à l'article 5 du CCAG/FCS et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

## 17.3 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels de l'acheteur l'exige, l'acheteur peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications de l'acheteur à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son agent ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé ;
- Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
- Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation.

À l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux bâtiments concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux bâtiments concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

#### 17.4 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du marché. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au marché sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

#### **18. RESPONSABILITE**

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Tant que les équipements restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause. La responsabilité du titulaire est plafonnée à 1 000 000

euros.

En cas de dommage causé sur les biens de l'acheteur par le Titulaire lors de l'exécution du marché, la procédure suivante est mise en place :

- L'acheteur constate le dommage, se prononce sur le caractère réparable du dommage et définit, le cas échéant, les actions correctives. Ces éléments sont consignés dans un procès-verbal d'incident qui est transmis au Titulaire ;
- Si le dommage est réparable :
  - Le Titulaire propose à l'acheteur de procéder, aux frais du Titulaire, à une réparation selon les modalités et les délais qu'il convient avec l'acheteur ;
  - Si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et les délais d'intervention pour effectuer la réparation, l'acheteur peut décider de faire réparer le dommage par un tiers, aux frais du Titulaire, sur présentation de la facture.

## ***19. GARANTIES FINANCIERES***

Les stipulations de l'article R 2191-7 du code de la commande publique (retenue de garantie/garantie à première demande/caution personnelle et solidaire) ne s'applique pas au présent marché.

## ***20. STIPULATION PARTICULIERE***

Toute modification par le titulaire sur l'ensemble des pièces contractuelles du marché est nulle et non avenue.

## ***21. PROPRIETE INTELLECTUELLE***

Les dispositions du présent CCAP sont conformes au régime de propriété intellectuelle du chapitre 6 du CCAG/FCS (article 34 à 37 du CCAG/FCS)

## ***22. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE***

### ***22.1 Règlement amiable***

L'article 46 du CCAG FCS s'applique

### ***22.2 Procédure contentieuse***

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Versailles  
56, avenue de Saint Cloud - 78011 Versailles  
Téléphone : 01 39 20 54 00  
Télécopie : 01 39 20 54 87  
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

## ***23. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS***

L'article 39.2 du CCAG/FCS s'applique.

## ***24. DISPOSITIONS DIVERSES***

### ***24.1 Cession du marché***

Par cession de marché, il est entendu tout remplacement du Titulaire par un tiers au marché, en cours d'exécution.



Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession du marché doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express de l'acheteur qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés du Titulaire au stade du dossier de candidature.

L'acheteur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

La cession de marché acceptée par l'acheteur fait l'objet d'un avenant.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

## 24.2. Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

## 24.3 Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2192-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 est le comptable assignataire désigné dans l'acte d'engagement ou son représentant habilité.

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) **devra notifier la cession au comptable assignataire** en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :  
Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette  
Agent Comptable Secondaire  
Service Financier Achats et Comptable  
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

## **25. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

Toutes les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent au présent marché sauf stipulations dérogatoires prévues dans les clauses particulières du présent CCAP, selon le tableau récapitulatif ci-après :

Articles du CCAP :	Articles du CCAG/FCS :
3	4.2.1
14	14.1.1
8.3	11.6